

onéreuse. Grâce à leurs programmes d'ajustement structurel, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international soutiennent les pays concernés dans la difficile transition d'une économie dirigée à une économie de marché. La Pologne, la Hongrie, la République fédérative tchèque et slovaque et la Yougoslavie ont chacune négocié des ententes, et d'autres sont envisagées avec la Bulgarie et la Roumanie. La contribution totale du Canada aux divers programmes de redressement s'élève à 109 millions de dollars.

Le Canada a collaboré à la formulation du programme d'allègement de la dette polonaise annoncé par le Club de Paris en mars 1991, qui a réduit ladite dette de moitié. Le Canada, quatrième créancier de la Pologne par ordre d'importance, se place au deuxième rang pour ce qui est de la contribution par habitant.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) joue également un rôle essentiel dans l'émergence des nouvelles économies de marché européennes et dans leur intégration progressive au système économique international.

Le Canada, fervent partisan de cette intégration, a versé 180 000 dollars pour la création par l'OCDE d'un Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition, dont le rôle est de fournir des conseils techniques sur des questions économiques et sociales.

Par ailleurs, il existe un tout nouvel organisme financier, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), auquel le Canada versera près de 150 millions de dollars en cinq ans. Alliant les services traditionnels des banques multilatérales de développement (assistance technique et prêts au financement des projets) à ceux des banques commerciales, la BERD favorisera le développement d'économies de marché dans des pays qui feront preuve de leur attachement à la démocratie et aux droits de la personne. Membre fondateur de la BERD et huitième au rang des pays lui versant une contribution, le Canada a été de ceux qui ont le plus insisté pour qu'au nombre des critères figure une politique des droits de la personne et pour que la banque dise clairement l'importance qu'elle accorde à un développement durable du point de vue environnemental.

La prospérité par le commerce

Le renforcement des relations commerciales et un meilleur accès au marché mondial constituent les principaux piliers de la nouvelle politique européenne du Canada, qui représente aussi une occasion en or pour les entrepreneurs canadiens.

Artisan du resserrement des liens commerciaux entre le Canada et l'Europe centrale et de l'Est, l'ancien ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, s'est rendu en Union soviétique, en octobre 1990, à la tête d'une mission d'importantes sociétés canadiennes. Au cours de ce voyage, M. Crosbie a ouvert le bureau moscovite du Conseil des gens d'affaires Canada-URSS, auquel 130 entreprises sont affiliées. Des conseils bilatéraux similaires favorisent le commerce et les investissements dans l'ensemble de la région.

Les entrepreneurs canadiens sont présents partout. Un restaurant McDonald's canadien sert des hamburgers non

Les membres de l'Expédition transpolaire canado-soviétique de 1988.

loin du Kremlin. L'industrie canadienne du pétrole et du gaz a engrangé pour 500 millions de dollars de contrats rien qu'en URSS. Des sociétés de haute technologie, depuis Northern Telecom, un géant dans le domaine des télécommunications, jusqu'à des entreprises de pointe en matière de logiciels, travaillent en Hongrie et en République fédérative tchèque et slovaque. L'industrie aérospatiale canadienne s'associe à des partenaires polonais et tchécoslovaques dans le domaine de la télédétection. Enfin, le Canada, par ses compétences techniques, aide à la modernisation du secteur agricole dans toute l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

Un nouveau régime de sécurité

Sa réputation mondiale de participant éprouvé aux opérations de maintien de la paix confère au Canada un rôle et une responsabilité particuliers dans l'élaboration d'une nouvelle sécurité mondiale.

En février 1990, réagissant rapidement à l'évolution de la conjoncture, Ottawa a accueilli la Conférence sur l'ouverture des espaces aériens



Webber